

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE EN SOUFFRANCE

Crises de gestion et de financement dans les pays en développement

L'objectif d'un socle de protection sociale universel a maintes fois été réaffirmé. Mais sur le terrain, les réalités restent contrastées. Au Nord, la rigueur ; au Sud, le volontarisme et le manque de moyens.

À l'occasion d'un «Forum mondial de la sécurité sociale», l'ensemble des organismes adhérents de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) ont constaté des avancées importantes, mais de gros problèmes de gestion et de financement sont apparus ces dernières années. Cette organisation, basée à Genève au Bureau international du travail, regroupe 338 organisations membres dans 159 pays.

L'objectif d'une protection sociale accessible dans tous les pays de la planète est porté par l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis juin 2012. «Les pressions économiques et la hausse des demandes de prestations sociales n'ont jamais autant pesé sur les institutions et les programmes de nombreuses régions, a déclaré le secrétaire général de l'AISS. Parallèlement, les pro-

grès réalisés dans l'administration, soutenus par un consensus politique mondial, jettent des bases solides pour que chacun, quel que soit son pays, puisse désormais jouir d'un droit fondamental, celui de la sécurité sociale.»

«Construire une culture de la sécurité sociale»

Au-delà du consensus affiché, cette lente progression vers ce «socle» universel, et adapté aux différents contextes nationaux, rencontre encore des obstacles.

Dans les économies occidentales, la crise a entraîné une augmentation des demandes de prestations et une diminution des ressources, des cotisations.

Dans le même temps, les politiques d'austérité ont poussé les

Etats à réduire les dépenses publiques, dont celles de protection sociale, s'inquiètent les experts de l'OIT et de l'AISS.

«Les pays en développement doivent, eux, apprendre à cibler les efforts, à ne pas disperser les aides, à les coordonner pour qu'elles soient plus efficaces, estime-t-on à l'AISS. Pour que les gens aient confiance dans le système, il faut aussi que celui-ci soit accessible, transparent et de qualité. Dans ces pays, il faut construire une culture de la sécurité sociale.»

Pour l'AISS, la volonté d'avancer est générale : de plus en plus de pays comprennent que la protection sociale n'est pas un coût mais un investissement pour les individus mais aussi pour le développement collectif des sociétés.

LSR

Au Maroc, l'âge légal de départ à la retraite fixé à 63 ans

Au Maroc, après un bras de fer qui aura duré plusieurs mois, et qui a opposé gouvernement et syndicats, les projets de lois relatives à la réforme des retraites ont été adoptés en juin dernier à la Chambre des conseillers (Parlement), lors d'une séance plénière dédiée au vote des textes de loi. La réforme des retraites prévoit de relever l'âge de départ à la retraite à 63 ans en 2019, au lieu de

60 ans actuellement. Cette mesure sera appliquée de manière graduelle, et les salariés du public qui auront atteint 61 ans en 2017 pourront prendre leur retraite, puis ceux ayant 62 ans en 2018 et enfin les fonctionnaires âgés de 63 ans en 2019. Les cotisations des fonctionnaires à la Caisse marocaine des retraites seront, par ailleurs, revues à la hausse et passeront de 20% à 24%.

En Tunisie, projet de retraite à 65 ans : une nouvelle ligne de front entre le gouvernement et l'UGTT

En Tunisie, un projet de loi prévoit que l'employé désirant partir à la retraite à 60 ans doit informer l'administration de sa décision. À défaut de cette notification explicite et irréversible, l'employé partira automatiquement et obligatoirement à la retraite à l'âge de 65 ans : c'est une première mesure avancée par le gouvernement. Les syndicalistes estiment que c'est plutôt à celui qui veut prolonger son activité professionnelle de notifier sa décision à l'administration et non pas le contraire. Le document prévoit aussi d'autres mesures qui irritent particulièrement l'UGTT.

Premièrement, le gouvernement exige que la notification soit faite 5 ans avant le départ à la retraite. Les syndi-

calistes, eux, estiment que ce délai est irraisonnable et proposent de le réduire à deux ans avant l'âge butoir de 60 ans. Enfin, l'UGTT propose un barème flexible en donnant le choix à l'employé de travailler, une, deux, trois, quatre ou cinq années après la soixantaine. Le gouvernement ne laisse aucun choix : partir à 60 ans ou à 65 ans.

Une caisse sans réserves

Lorsqu'il évoque la réforme des caisses sociales, et plus particulièrement celle du secteur public, la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale (CNRPS), le ministre tunisien des Affaires sociales adopte souvent un ton ferme : la diminution du rapport démographique (le nombre d'actifs

nécessaires pour financer une pension), le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie (75 ans). Dans le contexte actuel d'endettement et de déficits chroniques, l'argument comptable paraît imparable. Selon les calculs du gouvernement, la nouvelle loi permettrait de réduire, d'ici 2020, le déficit de la CNRPS de 4,6 milliards de dinars (plus de 2 milliards de dollars) à 800 millions de dinars (360 millions de dollars). En l'espace de quatre années, l'Etat pourrait ainsi économiser 3,8 milliards de dinars (1,7 milliard de dollars). Cette mesure transitoire devrait préparer le terrain pour la refonte du système de gouvernance et la diversification des ressources de la CNRPS.



45 milliards de dollars de perdus pour les retraités japonais

Dans un pays où la proportion des plus de 65 ans atteignait 26,3% de la population en 2015, l'annonce du Fonds public japonais de gestion des retraites (GPIF) a de quoi inquiéter.

Le GPIF, qui gère l'épargne retraite de 59,3 millions de travailleurs, a révélé récemment avoir perdu 45 milliards de dollars entre avril et juin 2016. Soit la pire performance depuis sa création, en 2001. En cause, la mauvaise tenue des marchés financiers : la hausse du yen face au dollar et à l'euro depuis le début de l'année, et donc la dégradation des résultats des entreprises.

Le fonds gérait fin juin 2016 1000 milliards de dollars dont 21,31% sont placés sur des marchés étrangers et 21,06% sur les marchés nippons, ce qui en fait l'un des plus gros investisseurs en actions de la planète. Le reste se répartit principalement en bons des gouvernements japonais (39,16%) et étrangers (12,95%).

Le gouvernement russe : «Retraités, tenez bon !»

Il est des petites phrases qui marquent la vie d'un homme politique, et celle prononcée par le Premier ministre russe, «nous n'avons plus d'argent, tenez bon», est entrée dans la légende. En déplacement en Crimée, le premier ministre russe avait été interpellé par une femme qui se plaignait de devoir vivre avec 8 000 roubles de retraite par mois (environ 120 dollars), et déplorait le niveau de relèvement des pensions, «même pas 4%», très éloigné de l'inflation.

«On va s'en occuper», avait alors promis le premier ministre, avant de s'éloigner en prodiguant ce fameux conseil, tenir bon, et d'ajouter : «Au

revoir ! Bonne humeur et santé !» La scène, filmée, a aussitôt connu une diffusion foudroyante sur les réseaux sociaux. Avec un humour féroce, les internautes se sont emparés de la formule. L'un a publié sa quittance d'électricité barrée de la mention «Plus d'argent, tenez bon !» Un autre, sa feuille d'impôts avec les mêmes mots. Avec une pension moyenne mensuelle de 180 dollars en 2016, la vie quotidienne des 42,7 millions de retraités en Russie, soit près d'un tiers de la population, n'a rien d'enviable et beaucoup doivent cumuler leur pension avec un emploi pour s'en sortir.

Douloureuse réforme des retraites en Grèce

Le Parlement grec a adopté la première étape de la réforme des retraites. Ce texte prévoit le report de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, d'ici à 2022.

Est également imposé le relèvement (de 4% aujourd'hui à 6% désormais) des cotisations maladies pour les retraités, ou l'introduction d'une cotisation de 6% sur les retraites complémentaires.

Le texte adopté vise aussi à simplifier le système, en prévoyant la fusion des six caisses de retraite et des 930 régimes existants. Il fixe par ailleurs un plafond maximum de 2 372 € par mois pour chaque nouveau retraité (voire 3 000 € dans certains cas). Toutes ces mesures permettent au gouvernement grec de remplir trois objectifs.

D'abord, il préserve les retraités actuels, qui ne sont

pas impactés par ces mesures puisque les hausses de cotisations concernent les personnes encore en activité.

La mesure de report de l'âge légal de départ en retraite exclut, là aussi, les pensionnés actuels.

Tout comme le nouveau mode de référence, plus sévère, du montant de la pension. Elle sera calculée désormais sur toute la durée de la vie professionnelle et non plus sur les cinq dernières années.

Deuxième objectif : ne pas impacter les plus défavorisés. Ainsi, le plafonnement de la pension mensuelle perçue ne concernera pas, par définition, les (futurs retraités) modestes. Enfin, la réforme assure la viabilité du système de retraites, qui, faute de mesures, aurait atteint la faillite dans l'année, de l'aveu même du Premier ministre.